

I. VUE D'ENSEMBLE

I.1 Le territoire chilien

Le territoire chilien couvre une superficie de 746 000 km² s'étendant depuis la frontière avec le Pérou jusqu'à l'Antarctique. La population du Chili est approximativement de 13,2 millions d'habitants dont un peu plus de cinq millions à Santiago, la capitale du pays.

Parmi les autres villes importantes mentionnons Valparaiso, le principal port situé à 120 km de Santiago, Concepción, dans la région du Centre-sud à proximité de l'aciérie de Huachipato, le port militaire de Talcahuano avec les mines de charbon Lota et Schwager, et enfin Antofagasta, un port au nord du pays à proximité des grandes mines de Chuquicamata, Mantos Blancos et Escondida.

I.2 Sommaire économique

Le produit intérieur brut a atteint près de 30 G\$ US en 1991 et le revenu moyen par habitant approximativement 2250 \$ US.

La croissance de l'activité économique, telle que mesurée par le produit intérieur brut, s'est établie à 2,1 % en 1990 et à 6 % en 1991.

L'inflation était de 18,7 % en 1991 et s'établissait à 0,50 % pour les deux premiers mois de 1992, soit la plus faible de tous les pays d'Amérique latine, d'après les données de la CEPALC (pour la même période, l'inflation atteignait 5,20 % en Argentine, 8,4 % au Pérou et 48,01 % au Brésil). Le gouvernement estime qu'elle s'établira à 15 % pour 1992.

Voir Tableau I, p. 143.

En 1991, le chômage a été en moyenne de 4,8 % alors que l'inflation de 18,7 % se comparait à une inflation de 27,3 % pour l'année précédente.

Il y a eu un excédent commercial de 1,6 G\$ US (1,595) et pour la balance des paiements l'on note un surplus de 1,3 G\$ US (1,238). La dette extérieure s'établissait à 16,4 G\$ US à la fin de 1991.

Au Chili, les variables macro-économiques sont stables si l'on fait exception de l'inflation.

Sa tendance à la hausse est attribuable à un apport excédentaire de devises étrangères que la banque centrale se trouve dans l'obligation de racheter en pesos chiliens. Les liquidités introduites dans le système monétaire engendrent une hausse des prix et c'est pour atténuer cette situation que la banque centrale applique des mesures conçues pour retirer de l'argent de la circulation.

Cette situation monétaire a résulté en deux mesures gouvernementales qui influencent l'investissement étranger : la première, l'imposition de réserves obligatoires à l'investissement en devises étrangères, a été introduite vers le milieu de 1991 afin d'empêcher que le capital à court terme non désiré entre au pays pour tirer profit du différentiel d'intérêt et la deuxième a été